

Cote du document:	EB 2013/108/R.25
Point de l'ordre du jour:	16
Date:	13 mars 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrir pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Montant estimatif des paiements au titre du principal et des commissions de service nettes non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Brian Baldwin

Conseiller principal pour la gestion
des opérations
téléphone: +39 06 5459 2377
courriel: b.baldwin@ifad.org

David Hartcher

Administrateur chargé des statistiques
et de la comptabilité système
Division du Contrôleur et des services financiers
téléphone: +39 06 5459 2133
courriel: d.hartcher@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent huitième session
Rome, 10-11 avril 2013

Pour: **Information**

Montant estimatif des paiements au titre du principal et des commissions de service nettes non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette

I. Contexte

1. Par sa résolution 141/XXIX/Rev.1 adoptée le 16 février 2006, le Conseil des gouverneurs a modifié l'Accord portant création du FIDA afin d'y introduire le "mécanisme de soutenabilité de la dette", qui devenait ainsi la troisième forme de financement du Fonds à côté des prêts et dons habituels. Cette modification a pris effet le 22 décembre 2006.
2. À sa quatre-vingt-dixième session, tenue en avril 2007, le Conseil d'administration a recommandé (document EB 2007/90/R.2) que le FIDA applique un Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) régissant le choix du type d'aide financière aux pays habilités à bénéficier de conditions de prêt particulièrement favorables, afin que les États membres réduisent leur risque de futur surendettement et parviennent globalement à mieux gérer le montant de leur dette au regard de leurs plans de développement nationaux.
3. L'application du CSD a sensiblement modifié l'appui financier du FIDA aux projets et programmes, régi par le système d'allocation fondé sur la performance, dans les pays admis à bénéficier de prêts à des conditions particulièrement favorables. Le Fonds accorde désormais son appui financier sur les bases suivantes: i) pour les pays à faible soutenabilité de la dette, 100% de dons; ii) pour les pays à soutenabilité moyenne de la dette, 50% de dons et 50% de prêts; et iii) pour les pays à soutenabilité élevée de la dette, 100% de prêts.
4. De ce fait, l'incidence financière pour le FIDA aura trait au montant des remboursements du principal et des commissions de service nettes non perçus sur les ressources accordées sous la forme de dons au titre du CSD plutôt que sous la forme de prêts. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a entériné, à sa quatre-vingt-dixième session, la formule du paiement au fur et à mesure pour le principal non recouvré et recommandé qu'à partir de 2008 la direction rende compte chaque année au Conseil d'administration, lors de sa session d'avril, du montant estimatif des paiements au titre du principal, des commissions de service nettes et des intérêts qui n'ont pas été perçus du fait de l'application du CSD.
5. Le Conseil d'administration est saisi chaque année d'un rapport indiquant le montant des paiements au titre du principal et des commissions de service nettes qui n'ont pas été perçus en relation avec les dons approuvés au titre du CSD, et notamment de l'effet, le cas échéant, de toute réduction ou annulation partielle (ou totale).
6. Conformément aux décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dixième session, le FIDA établira et présentera lors de la Consultation sur la onzième reconstitution des ressources un rapport sur son expérience et celle d'autres institutions financières multilatérales¹ depuis l'adoption du CSD en ce qui concerne le montant effectif et estimatif des pertes nettes pour non-recouvrement de la commission de service. Le rapport contiendra également des propositions sur de futures modalités de compensation, le cas échéant.

¹ L'Association internationale de développement (IDA) a examiné la question dans le cadre de ses débats sur la seizième reconstitution de ses ressources (IDA16), qui se sont achevés en décembre 2010. Compte tenu du différé d'amortissement de 10 ans applicable aux crédits accordés par l'IDA à des conditions ordinaires, IDA16 a été la première reconstitution destinée à financer les remboursements de principal non recouverts résultant des dons octroyés. Les membres de l'IDA ont réaffirmé le principe de base selon lequel les dons ne devaient pas réduire la capacité future de l'Association à appuyer la réduction de la pauvreté et le développement. Ils ont noté que l'Association aurait besoin de financements supplémentaires durant la période d'IDA16 pour compenser les crédits non recouverts du fait des dons et ont été d'avis que ces financements devaient être inclus dans les engagements financiers globaux de l'IDA durant IDA16 sur la base d'une répartition équitable des charges. Une approche analogue a été adoptée lors de la renégociation de la douzième reconstitution du Fonds africain de développement.

7. Afin que le Conseil reste pleinement informé, la direction lui communique un complément d'information sur l'effet réel de l'application du CSD et sur celui qui est prévu, ce dernier afin de l'aider à apprécier l'impact potentiel du Cadre sur les ressources financières du Fonds.

II. Projets et programmes approuvés au titre du CSD en 2012

8. Le tableau 1 énumère les 16 projets et programmes approuvés en 2012 au titre du CSD. La valeur totale, en droits de tirage spéciaux, était d'environ 206,6 millions de DTS (équivalent à environ 317,5 millions d'USD)², soit quelque 32% de l'ensemble du programme de travail de 2012.

III. Paiements au titre du principal, des commissions de service nettes et des intérêts non perçus

9. Le tableau 2 présente le montant estimatif des remboursements du principal et des paiements des intérêts non perçus en raison des dons approuvés au titre du CSD entre 2007 et 2012. Il était indiqué dans le document EB 2007/90/R.2 que l'application du CSD pourrait entraîner pour le FIDA une perte de 38,8 millions d'USD pour non-remboursement du principal, essentiellement au cours de la période de la onzième reconstitution (2019-2021) en raison du montant cumulé des dons approuvés au titre du CSD à partir de 2007 (en partant du principe que le CSD serait maintenu jusqu'à la fin de la période de la onzième reconstitution). Ce montant prévisionnel a été légèrement relevé à 27,67 millions de DTS au total (soit l'équivalent d'environ 42,53 millions d'USD)³ pour tenir compte de la révision à la hausse des hypothèses sous-jacentes relatives à l'augmentation du volume des programmes de travail futurs.
10. Comme le montre le tableau 2, le montant total du principal non perçu en raison des dons approuvés au titre du CSD pour la période 2007-2012 inclus s'élève à 706,7 millions de DTS (soit l'équivalent d'environ 1 086,1 millions d'USD)⁴, et celui des commissions de service nettes correspondantes, à 112,4 millions de DTS (soit l'équivalent d'environ 172,8 millions d'USD)⁵.
11. Le FIDA escompte que le principal non perçu sera compensé par les États membres selon la formule du paiement au fur et à mesure pour la période 2018-2052.

² Taux de change du Fonds monétaire international (FMI) au 31 décembre 2012.

³ Taux de change du FMI, 31 décembre 2012.

⁴ Taux de change du FMI, 31 décembre 2012.

⁵ Taux de change du FMI, 31 décembre 2012.

Tableau 1
Dons approuvés en 2012 au titre du CSD
(en milliers de droits de tirage spéciaux)

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre</i>	<i>Montant</i>
Afrique de l'Ouest et du Centre			
	Bénin	Projet d'appui à la promotion de services financiers ruraux adaptés	8 750
	Burkina Faso	Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba)	33 200
	Gambie	Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau	13 150
	République démocratique du Congo	Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers	45 350
	Sierra Leone	Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire	4 215
	Sierra Leone	Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire	695
Afrique orientale et australe			
	Burundi	Programme de développement des filières	4 300
	Érythrée	Projet national de développement de l'agriculture	11 400
Asie et Pacifique			
	Afghanistan	Projet d'élevage et d'agriculture communautaires	37 650
	Cambodge	Projet en faveur du développement agricole et de l'autonomisation économique	11 300
	Maldives	Projet de développement de la mariculture	1 650
	Népal	Programme de fourniture de semences améliorées aux agriculteurs	12 850
	Népal	Programme de foresterie à bail et d'élevage	975
	Népal	Projet Fonds pour la réduction de la pauvreté – Phase II	3 250
	Tonga	Projet d'innovation rurale aux Tonga	2 600
Amérique latine et Caraïbes			
	Haïti	Projet de développement de la petite irrigation et de l'accès aux marchés dans les Nippes et la région goavienne (PPI-3)	8 750
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe			
	Kirghizistan	Programme de développement de l'élevage et des marchés	6 500
Total approuvé en 2012			206 585
Report de 2011			502 753
Ajustement^a			(2 634)
Solde de clôture 2012			706 704

^a Ajustement tenant compte de l'impact des annulations de l'année précédente et de l'effet du taux de change des dons au titre du CSD (8009, 8042, 8049).

Tableau 2
**Principal, intérêts et commissions de service non perçus – dons approuvés au titre du CSD
pour la période 2007-2012**

(en droits de tirage spéciaux; les données à partir de 2013 reposent sur des estimations)

<i>Reconstitution</i>	<i>Année</i>	<i>Montant décaissé</i>	<i>Principal</i>	<i>Commissions de service de 0,75 %</i>	<i>Total</i>	<i>Total par reconstitution</i>
VII	2007	1 263 966		1 068	1 068	36 387
	2008	4 149 679		11 805	11 805	
	2009	8 858 954		23 514	23 514	
VIII	2010	26 772 484		82 489	82 489	502 662
	2011	48 562 117		171 137	171 137	
	2012	77 932 311		249 037	249 037	
IX	2013	71 752 077		1 794 687	1 794 687	7 205 123
	2014	80 072 298		2 395 229	2 395 229	
	2015	82 663 743		3 015 207	3 015 207	
X	2016	79 743 803		3 613 286	3 613 286	14 470 709
	2017	69 982 149		4 138 152	4 138 152	
	2018	50 459 847	2 202 671	4 516 601	6 719 272	
XI	2019	45 714 681	4 632 176	4 842 941	9 475 117	40 309 482
	2020	23 218 383	8 755 223	4 982 337	13 737 561	
	2021	12 874 045	12 083 576	5 013 228	17 096 804	
XII	2022	13 240 009	16 670 620	5 021 902	21 692 522	78 564 868
	2023	9 443 054	23 556 787	4 967 724	28 524 511	
	2024		23 556 787	4 791 049	28 347 835	
XIII	2025		23 556 787	4 614 373	28 171 159	83 983 450
	2026		23 556 787	4 437 697	27 994 483	
	2027		23 556 787	4 261 021	27 817 807	
XIV	2028		23 556 787	4 084 345	27 641 132	82 393 367
	2029		23 556 787	3 907 669	27 464 456	
	2030		23 556 787	3 730 993	27 287 780	
XV	2031		23 556 787	3 554 317	27 111 104	80 803 284
	2032		23 556 787	3 377 641	26 934 428	
	2033		23 556 787	3 200 965	26 757 752	
XVI	2034		23 556 787	3 024 290	26 581 076	79 213 201
	2035		23 556 787	2 847 614	26 404 400	
	2036		23 556 787	2 670 938	26 227 724	
XVII	2037		23 556 787	2 494 262	26 051 048	77 623 118
	2038		23 556 787	2 317 586	25 874 373	
	2039		23 556 787	2 140 910	25 697 697	
XVIII	2040		23 556 787	1 964 234	25 521 021	76 033 035
	2041		23 556 787	1 787 558	25 344 345	
	2042		23 556 787	1 610 882	25 167 669	
XIX	2043		23 556 787	1 434 206	24 990 993	74 442 952
	2044		23 556 787	1 257 531	24 814 317	
	2045		23 556 787	1 080 855	24 637 641	
XX	2046		23 556 787	904 179	24 460 965	70 650 196
	2047		23 556 787	727 503	24 284 289	
	2048		21 354 116	550 825	21 904 941	
XXI	2049		18 924 610	390 680	19 315 291	45 976 505
	2050		14 801 563	248 711	15 050 274	
	2051		11 473 211	137 729	11 610 940	
XXII	2052		6 886 167	51 646	6 937 813	6 937 813
	2053					
	2054					
Total		706 703 600	706 703 600	112 442 552	819 146 152	819 146 152